



Cherchez sur France Culture :



Recevez la lettre d'info

Webreportages

Fictions

France Culture Plus

Votre agenda Cultu

Information

Littérature

Idées

Arts et spectacles

Histoire

Sciences

Pod

imprimer L'Esprit Public | 13-1

par Philippe Meyer

Le site de l'émission

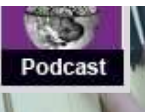
envoyer par courriel

facebook

twitter

netvibes

delicious



le dimanche de 11h à midi



Les résultats des élections européennes - Les conséquences politiques des élections européennes en France

58 minutes

01.06.2014 - 11:00



Les résultats des élections européennes

La semaine dernière, 388 millions d'électeurs ont élu leurs 751 représentants au Parlement européen. Le vote n'a pas modifié l'équilibre général de l'assemblée. Les conservateurs du Parti Populaire européen (PPE) restent la première force du Parlement avec 212 élus. Les socialistes arrivent deuxièmes avec 186 sièges. Les libéraux-démocrates obtiennent 70 sièges, les écologistes 55 et la gauche radicale 43 sièges. En Allemagne, en Autriche, en Pologne, en Hongrie, en République tchèque, les élections ont été remportées par les partis au pouvoir. C'est aussi le cas en Italie et en Espagne, deux pays durement frappés par la crise de la dette. Au Portugal, pays soumis à une très rigoureuse cure d'austérité, la coalition de centre-droit au pouvoir est sanctionnée mais c'est le parti socialiste qui arrive très largement en tête, alors que la gauche radicale ne fait que 5% et l'extrême droite est absente du scrutin.

C'est pourtant la victoire des partis eurosceptiques dans trois pays, la France, le Royaume-Uni et le Danemark, qui a retenu l'attention. Le Parlement européen va accueillir 140 députés europhobes, soit 90 de plus que sous la mandature précédente. Un tiers des eurodéputés français viennent du Front national. Le parti de l'indépendance du Royaume-Uni, UKIP, gagne lui aussi un tiers des sièges britanniques. En Italie, le mouvement contestataire de Beppe Grillo a remporté 20 sièges. De nouveaux partis souverainistes font leur entrée au Parlement européen, comme le parti allemand anti-euro Alternative pour l'Allemagne. En Grèce, l'extrême gauche contestataire Syriza arrive en tête, et le parti néo-nazi Aube dorée est troisième avec 9%. Le vote contestataire n'est cependant pas majoritaire en Europe, et l'extrême-droite aura du mal à rassembler des députés de sept pays différents pour composer un groupe parlementaire. Aux Pays-Bas, l'extrême droite est la grande perdante du scrutin. Elle recule aussi dans les pays de l'Europe centrale et orientale. En Roumanie, les extrémistes nationalistes sont défaits. En Bulgarie, ils sont éliminés. L'abstention est toutefois très forte dans les récents Etats membres de l'Est : elle dépasse les 70% en Lettonie, en Hongrie, en Pologne, en Slovaquie, et même en Croatie, pays qui vient de faire son entrée dans l'Union l'an dernier. Elle culmine à 80% en République tchèque, et à 87% en Slovaquie. La participation moyenne est restée stable, à 43%, et elle a même légèrement augmenté en Suède, au Royaume-Uni, en France, en Allemagne et en Grèce.

Les chefs d'Etat et de gouvernement devront maintenant composer avec ce nouveau Parlement pour désigner le successeur de José Manuel Barroso à la présidence de la Commission. Le poste devrait revenir à un membre du PPE. Les britanniques refusent la candidature du luxembourgeois Jean-Claude Juncker et c'est peut-être le français Michel Barnier qui fera consensus. Plusieurs dirigeants veulent aussi réfléchir à l'avenir d'une Europe gagnée par le souverainisme. David Cameron, Angela Merkel, le Néerlandais Mark Rutte et le Suédois Fredrik Reinfeldt se réuniront le 9 juin à Stockholm pour discuter de la direction que doit maintenant prendre l'Union Européenne.

Les conséquences politiques des élections européennes en France

En France, le Front National remporte une nette victoire. Avec 25% des suffrages, le parti de Marine le Pen se place en tête d'une élection nationale pour la première fois depuis sa création. Il l'est dans toutes les régions électorales, sauf l'Ouest et l'Île de France, où le FN est deuxième derrière l'UMP. Avec 20,8 % des suffrages au niveau national, l'UMP est distancée. C'est la gauche qui subit le revers le plus cinglant, avec moins de 14% des voix pour le PS. Les Verts s'effondrent par rapport à 2009 avec 8,9% des voix. Au total, la gauche réunit moins d'un tiers des votes. L'abstention, à 56,5%, est moins forte que prévue. Et pour la première fois en France depuis les premières élections européennes de 1979, elle a cessé d'augmenter. La victoire du FN s'inscrit dans une succession de progrès électoraux ininterrompue depuis deux ans. Le parti confirme sa progression dans l'Ouest et en Île de France, des régions traditionnellement hostiles à l'extrême droite. Le Front National se revendique désormais comme le « premier parti de France ». L'expression est reprise par nombre de médias. Pour être justifiée, il faudrait au F.N davantage de militants et d'élus.

Après la défaite du PS aux élections municipales, les élections européennes sont un nouveau revers pour le gouvernement. François Hollande et Manuel Valls ont renouvelé leur souhait de « réorienter l'Europe » et ont confirmé qu'ils maintenaient leur cap politique. Mardi matin, la réunion du groupe PS à l'Assemblée a laissé entrevoir une fronde des députés socialistes qui comptent amender les textes budgétaires du gouvernement. La majorité est menacée d'une rupture entre les partisans de la ligne redistributive et les tenants du pacte de responsabilité. Pour Manuel Valls, « il n'y a pas d'alternative à gauche ».

A droite, l'UMP est ébranlée par les aveux du bras droit de Jean-François Copé, Jérôme Lavrilleux, dans l'affaire Bygmalion. Lundi, le député européen fraîchement élu a publiquement reconnu que près de 10 millions d'euros de prestations facturées à l'UMP par la société Bygmalion ont servi à couvrir des frais de la campagne de Nicolas Sarkozy. La société Bygmalion appartient à des proches du Président de l'UMP, Jean-François Copé, qui est soupçonné d'enrichissement personnel dans l'affaire. L'UMP a tenu mardi matin un bureau politique au terme duquel Jean-François Copé a accepté de démissionner. Trois anciens premiers ministres, Alain Juppé, Jean-Pierre Raffarin et François Fillon, assureront la direction collégiale du parti jusqu'à l'élection d'un nouveau président.

Invités

Sylvie KAUFFMANN, directrice éditoriale au Monde

Michaela WIEGEL, correspondante à Paris de la Frankfurter Allgemeine Zeitung

Jean-Louis BOURLANGES, professeur à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris

Max GALLO, romancier et historien

Brèves

Lionel JOSPIN, *Le mal napoléonien* (Seuil, mars 2014)

Michel VERGE-FRANCESCHI, *Napoléon, une enfance corse* (Larousse, 2009)

Jean TULARD, Marie-José TULARD, *Napoléon et quarante millions de sujets, La centralisation et le Premier Empire* (Editions Tallandier, mai 2014)

Jean-Paul BERTAUD, *Napoléon et les Français* (Armand Colin, mai 2014)

Benoit HOBQUIN, *Nous n'étions pas des héros* (Calmann-Lévy, avril 2014)

Jean PICQ, *La liberté de religion dans la République* (Odile Jacob, mai 2014)

Cabaret Georges Brassens à la Comédie française

Thème(s) : [Information](#) | [Idées](#) | [élections européennes 2014](#) | [Front national](#) | [Jean-François Copé](#) | [Marine Le Pen](#) | [Parti socialiste](#) | [UMP](#)

Document(s)